

ELLE EST OÙ LA VIOLENCE? C'EST QUI LES CASSEURS?...

Ben oui, elle est où la violence?

Au fil des manifestations contre la réforme des retraites, les médias, notamment les chaînes TV d'infos en continu nous ont «généreusement» abreuvés d'images où l'on pouvait voir C.R.S., gendarmes mobiles et autres défenseurs de l'ordre (bourgeois) se faire caillasser par des «méchants» manifestants. Point culminant, ce dernier 1^{er} mai où l'on voit un policier être transformé en torche vivante suite à un jet de cocktail molotov. Et Darmanin de s'insurger contre cette violence anti-flic et de nous asséner les chiffres des policiers blessés (?).

Au fait, parmi ces flics, combien ont eu une main arrachée ou un œil crevé? Il semble que ce genre de blessures ne concerne que les manifestants. Et nous ne parlerons pas du rassemblement à Sainte-Soline et des deux manifestants qui se sont retrouvés dans le coma (et encore loin d'être sortis d'affaire) victimes des «douceurs» policières.

Alors, elle est où la violence?

Son origine est à ne pas douter du côté des mesures que le gouvernement actuel veut imposer à une population qui ne peut que se révolter. De même que les conditions de vie dans notre société (cinquième puissance mondiale) ne peuvent que pousser à s'insurger jusqu'à la détestation d'un Macron sourd et aveugle à la précarisation grandissante dans ce pays. Nous n'insisterons pas sur les hausses du coût de la vie, chacun peut le constater au quotidien. Et les mal-logés ou sans-abris? Macron n'avait-il pas promis pour son premier quinquennat qu'avec lui il n'y aurait plus personne obligé de vivre dans la rue? Bien sûr, comme toujours, les promesses n'engagent que celles ou ceux qui les écoutent.

LES FANTÔMES DE NOS RUES

Quel que soit l'endroit où se porte notre regard, la violence étatique et patronale s'impose à nous. La nier, c'est nier ceux et celles qui la subissent.

Les morts de l'année 2022 n'ont pas tous été enterrés. Les dispositifs d'hébergement d'urgence sont saturés, les difficultés d'accès au logement s'accroissent, et la rue continue de tuer.

Au 14 avril, le *Collectif Les Morts de la Rue* a déjà recensé les décès de 117 personnes, mortes du mal-logement, depuis le début de l'année.

Depuis 20 ans, ce collectif tente de recenser et de retracer le parcours des personnes «sans chez-soi» mortes sur le territoire français. Trois fois par semaine, il enterre des personnes isolées ou sans domicile à Paris. Ces corps, les bénévoles les récupèrent à l'Institut médico-légal et dans les hôpitaux de la capitale.

Dans son dixième rapport annuel, publié en septembre 2022, le *Collectif Les Morts de la Rue* nous apprend qu'au moins 620 décès de personnes «sans chez-soi» ont été répertoriés en 2021, elles avaient en moyenne 48 ans et étaient majoritairement des hommes.

Pour éviter ces morts, il faut, pour le collectif et *Médecins du monde*, travailler en priorité sur l'accès au logement et aux soins des personnes sans toit. Il faudrait «plus de structures d'hébergement pour les personnes qui ne pourraient pas accéder immédiatement à un logement, plus de structures médicalisées pour les personnes à la rue, plus de moyens financiers et humains pour l'hôpital public et le secteur social».

La coordinatrice de *Médecins du monde* s'inquiète car: «Avec les Jeux Olympiques de Paris, on est très inquiets. Parce qu'il y a de plus en plus de personnes isolées dans le centre de Paris à qui la Police demande de bouger tous les jours ou tous les 2 jours». Or, la multiplication des évictions contribue à des ruptures dans le suivi social et médical.

L'État, en ne prenant aucune mesure pour loger ou héberger, viole ses propres lois et fait preuve d'une violence extrême envers une partie importante de la population.

Neuf millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. La demande en aide alimentaire a triplé depuis 10 ans. Les banques alimentaires indiquent avoir accueilli 2,4 millions de personnes en 2022 contre 820 000 en 2011.

LE BILAN MACRONIQUE EST TERRIBLE!

Les visages de la pauvreté sont multiples. Il y a beaucoup d'accidents de vie: maladies, accidents de travail, divorces, licenciements.

Dans «*les nouveaux arrivants*» on remarque beaucoup plus de personnes âgées qui n'arrivent plus à s'en sortir avec des pensions qui n'augmentent pas, des travailleurs pauvres qui n'y arrivent plus avec des salaires qui n'augmentent pas non plus alors que les prix ne cessent de croître.

Les étudiants pauvres, apparus pendant le Covid car ils n'avaient plus accès aux petits boulots, sont toujours présents dans les files qui ne cessent de s'allonger. L'aide alimentaire repose sur un vaste système de défiscalisation encourageant la surproduction.

Chaque année, l'État consacre près de 500 millions d'euros pour l'aide alimentaire. 75% de ces aides publiques sont des ristournes fiscales qui bénéficient en premier lieu aux grandes surfaces. Celles-ci sont donc subventionnées pour faire des dons.

Elles distribuent aux organisations caritatives des denrées proches de leurs dates de péremption. Voilà comment, avec la complicité de l'État, la grande distribution se donne une bonne image tout en profitant de l'aide alimentaire sur le dos des plus pauvres.

Macron seul coupable? Ses prédécesseurs, de gauche ou de droite, avaient commencé le sale boulot; lui ne fait qu'enfoncer le clou et pousser certains dans les bras d'une Marine Le Pen qui compte tranquillement les points en attendant son heure, tapie dans l'ombre, les yeux rivés sur 2027.

Il s'agit de refuser ce futur glauque, nous ne sommes pas résignés; nous ne sommes pas fatigués; nous ne demandons pas la charité, nous nous battons encore et toujours pour la justice sociale.

Alors oui, il y a violence et casseurs, mais en haut.

Nous en bas, face à la violence étatique et patronale, nous opposerons la détermination des exploités. Pour en finir avec cette société capitaliste, continuons donc tous ensemble de suivre le chemin vers une société libertaire et égalitaire.

**Jean-Jacques CHATELUX
et Ramón PINO.**
